Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 42 (1962)
Heft: 3: Législations sociales et intégration européenne

Vorwort: Introduction
Autor: Priouret, Roger

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

par Roger Priouret

Chef des Services économiques de France-Soir

« Ce sont les hommes qui écrivent l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils écrivent ». Cette phrase est de Raymond Aron.

Elle exprime une vérité profonde. Mais ceux qui détiennent une responsabilité sont parfois contraints de faire comme si elle était inexacte et d'essayer de se situer dans le temps pour savoir quelle histoire ils sont en train d'écrire.

Cette tentative exige que l'on prenne du recul. Il faut en demander les éléments à l'histoire plutôt qu'à la statistique dont les données sont trop récentes. Il faut comparer aujourd'hui, non pas à hier, mais à avant-hier, non pas à notre jeunesse mais à la jeunesse de nos parents. Et aussi, et surtout, même si l'on veut situer les problèmes sociaux, il faut appréhender la société toute entière et non pas seulement la classe ouvrière seule.

Car le propre de cette seconde révolution industrielle que nous sommes en train de vivre est d'abattre certaines des cloisons que la première avait édifiées. Entendons-nous : les classes demeurent, il y a des riches et des pauvres, notre société n'est pas vraiment égalitaire.

Mais cette production de masse qui caractérise notre temps conditionne les réactions des hommes, un peu comme, dans la pensée marxiste, le processus de production conditionnait les attitudes idéologiques. C'est ici qu'il faut confronter la « Belle Époque », c'est-à-dire les années 1900 et la vie présente.

Dans l'Europe de 1900, le grand patron et l'ouvrier étaient deux unités de consommation qui, à deux ou trois exceptions près, n'utilisaient pas les mêmes produits manufacturés. La nourriture même marquait des différences profondes. Quant aux loisirs, ils étaient sans point commun, si tant est qu'on put parler de loisirs pour l'ouvrier des grands centres industriels de 1900.

Manifestants parisiens sur la place de l'Opéra au début du siècle (Collection Viollet).

En 1962 se crée sous nos yeux une « European way of life ». Ce mécanisme est subtil, difficile à démêler. Mais les grands magasins, les self-services, l'automobile, la télévision, le cinéma, les objets du confort familial, les journaux, les vedettes; tant et tant de choses créent entre la masse des hommes une certaine uniformité de consommation. Et celle-ci, à son tour, crée une uniformité de réflexes qui atténue l'esprit de classe. Dire que nous nous américanisons c'est dire trop et pas assez. C'est dire trop parce que l'Européen reste aussi distinct que par le passé du citoyen des États-Unis. Ce n'est pas assez dire parce que le changement dépasse l'usage de ces objets que les Américains ont massivement employés les premiers.

Replaçons la classe ouvrière dans cette société nouvelle. C'est en France qu'elle était par tradition la plus turbulente.

A la « Belle Époque », elle avait déjà sa légende sanglante : les terribles journées de juin 1848, l'affreuse répression de la Commune. Tant de morts — cinq fois plus à Paris que pendant la Terreur de 1793 dans la France entière — avaient séparé les « hommes en casquette » du reste du pays.

Le monde ouvrier rêvait d'une revanche brutale, oubliant que les campagnes joueraient contre lui comme en 48 et en 71. Mais son expérience, il la fit et la refit. Il la fit : et ce fut l'extraordinaire chapelet de grèves des années 1905-1910. Il la refit, comme pour tendre la main aux bolcheviks, en 1919-1920.

Manifestations à Clichy en 1936 (Roger Viollet).

Comme ce passé héroïque est loin! Il en reste un défilé annuel au mur des Fédérés de la Commune où l'on se rend prosaïquement par le métro mais aussi très bourgeoisement en voiture. L'auteur de ces lignes a assisté à la dernière manifestation communiste du « Vel d'Hiv » avant sa démolition. Et, arrivé un peu en retard, il a dû garer sa propre automobile à 1 kilomètre du meeting tant la troupe du parti révolutionnaire était motorisée...

On peut disserter sur ce changement. L'explication la plus sommaire est la plus plausible. La classe ouvrière européenne n'est plus séparée des autres classes avec la même rigueur. Elle ne peut plus croire à sa « paupérisation absolue » parce qu'elle participe au confort bourgeois et parce qu'elle a le sentiment qu'elle y participera plus encore dans l'avenir. Elle a un sentiment de sécurité par le droit écrit, par les institutions d'entreprises, par le plein emploi de fait qui existe depuis la guerre.

Quant aux partis communistes français et italiens, ils effraient ceux qui, pour défendre leurs intérêts ou leurs idées, ont besoin de s'effrayer eux-mêmes. Précisons : les ambitions et les espérances de la Russie soviétique sont connues. Mais le cadre communiste français ou italien sait depuis 1945 qu'il n'a pas le droit de déclencher la révolution dans son pays sans troubler le partage de Yalta, donc sans mettre le monde en guerre. Et comme Staline n'a jamais voulu et comme M. Khrouchtev ne veut pas de guerre mondiale, la révolution est non seulement

La commission de direction des Forges de France en 1914, peinte par Déchenaud (Roger Viollet).

difficile et peut-être impossible en raison de « l'embourgeoisement » du prolétariat, mais elle est même interdite aux cadres communistes. Quel dynamisme résisterait à dix-sept ans de garde-à-vous l'arme au pied? Quant aux militants des P.C., on les emploie à monter des étages pour signer des pétitions contre les armes atomiques — ce qui, on en conviendra, est une excellente préparation pour dames d'œuvre mais un très mauvais entraînement pour le combat révolutionnaire.

Qu'il y ait ou non un parti communiste fort, que l'on soit en France et en Italie ou au contraire en Allemagne, en Angleterre ou en Suisse, l'évolution des salaires est la même; et elle commande toute l'attitude ouvrière. Mais ici, il faut nous tourner du côté du patronat pour mesurer le chemin parcouru par une autre classe sociale.

Le « patron de droit divin », le « patron de combat », n'est pas un mythe. Il a existé. Mieux : il a dominé la première révolution industrielle. Si nous remontons au delà de la Belle Époque, c'est-à-dire un siècle en arrière, on retrouve en France dans le langage ouvrier l'expression de « maître ». Le chef d'entreprise était le maître, le salarié un domestique dans la foule des autres. Il y a, dans le monde patronal, un passé de dureté dont nous n'avons pas idée actuellement. S'il n'y a pas d'histoire des associations et de la classe patronales, c'est peut-être que la lecture en serait difficilement supportable aux arrière-petits-fils de ceux qui ont créé les premières manufactures. La loi du profit maximum de Marx est la formulation atténuée de faits qui, pour être excusables par la mentalité

Être agriculteur, une manière de vivre (Cartier-Bresson, Magnum).

du temps, n'en sont pas moins peu glorieux — pas plus d'ailleurs que les origines de la féodalité.

La seconde révolution industrielle est dominée par le « manager » — ou, si l'on préfère, par le « directeur ». La concentration financière a placé à la tête des grandes entreprises des hommes qui ne possèdent qu'une faible part du capital. Ces hommes mettent les actionnaires sur le même plan que les salariés. Il faut faire leur part aux uns et aux autres. Mais il sait que les actionnaires sont presque toujours dispersés et inorganisés alors que les salariés, eux, ont le double atout de la concentration et de l'organisation. Pour le manager, la loi du profit maximum n'a pas de sens. Elle ne le concerne pas. Ce qu'il cherche, c'est la puissance économique, le développement de son affaire. L'investissement est un moyen. S'il provient du profit dans la proportion des trois-quarts, il est un profit presque légitime au regard du salarié puisqu'il atténue sa peine ou crée des occasions de salaires et de primes. Et c'est ainsi qu'il y a aujourd'hui entre le « manager » et le salarié plus de compréhension qu'entre le « manager » et l'actionnaire.

Certes, il reste beaucoup d'affaires de famille, beaucoup d'entreprises où le patron et ses parents restent prédominants dans le capital. Mais il s'agit de savoir qui donne le ton. Aujourd'hui, c'est le « manager » et non plus le « patron » classique.

Ainsi notre société industrielle trouve un point d'équilibre relatif qui paraissait totalement exclu il y a un demi-siècle. Nous ne marchons

... *Entré dans l'économie de marché...* (Cartier-Bresson, Magnum).

pas vers la révolution comme l'ont cru nos grands-parents. Nous nous en éloignons.

D'autant que c'est à tort que l'on a cru que l'âge des grandes entreprises supprimait ces fameuses classes moyennes, épine dorsale et balancier de pays comme la France et la Suisse. Certes le petit commerçant doit souvent s'effacer et se reclasser. Certes, il est des professions libérales dont l'avenir est bouché. Et cela a créé, et cela crée encore des problèmes dans un pays comme la France : le poujadisme est né de là et de là vient la résonance que les extrémistes militaires et algériens ont trouvée en métropole.

Mais les grandes entreprises ont créé leur propre classe moyenne : ingénieurs, techniciens, chefs de service : tous ces salariés dont l'aisance égale et dépasse même celle de l'avocat.

Le vrai problème de l'équilibre des classes en Europe se situe dans la paysannerie. Être agriculteur, c'était une manière de vivre autant et plus qu'une profession. A partir du moment où le paysan, pour aller à son champ, a pris un tracteur au lieu d'atteler des bœufs, il est entré dans l'économie de marché, dans un monde où il y a des amortissements et des prix de revient.

Or, l'agriculture échappe et échappera longtemps à l'économie de marché. On s'excusera ici de paraphraser la loi de King mais elle semble méconnue de nos économistes qui raisonnent toujours sur des statistiques industrielles.

Révoltés d'aujourd'hui, révolutionnaires de demain? (Marc Riboud, Magnum).

L'économie de marché repose sur la loi de l'offre et de la demande. Si la demande de denrées alimentaires est plus rigide que la demande de produits industriels, l'offre au contraire est incontrôlable parce qu'elle ne dépend pas des hommes. Et parce qu'elle est tantôt inférieure et tantôt supérieure aux besoins, elle livre le paysan aux mains d'un commerce qui ne résiste pas à la tentation d'être un commerce de spéculation. 10 % d'excès dans l'offre et ce peut être une chute des cours à la production de 50 %. 10 % d'insuffisance dans l'offre et ce peut être, à l'échelle du consommateur, une hausse de 100 %. Si bien que l'agriculteur moderne en vient à redouter la bonne récolte plus que la mauvaise.

Nous, habitants des villes, mais souvent fils des campagnes, nous avons cru libérer de ses servitudes le paysan en lui apportant ces machines qui avaient fait des miracles dans les cités. Nous lui avons offert des crédits pour les acheter. L'État l'a aidé avec notre argent.

Et voici que nous avons fait des paysans des révoltés aujourd'hui, peut-être des révolutionnaires demain. Voici que les campagnes qui avaient arbitré au profit de l'ordre dans le duel patrons-ouvriers au XIXe siècle apportent le désordre dans les villes.

Voici que l'agriculture se présente comme l'obstacle insurmontable à toutes les formules du Marché Commun et de libre-échange.

Ce n'est pas le moins surprenant dans cette surprenante époque...

Roger PRIOURET